

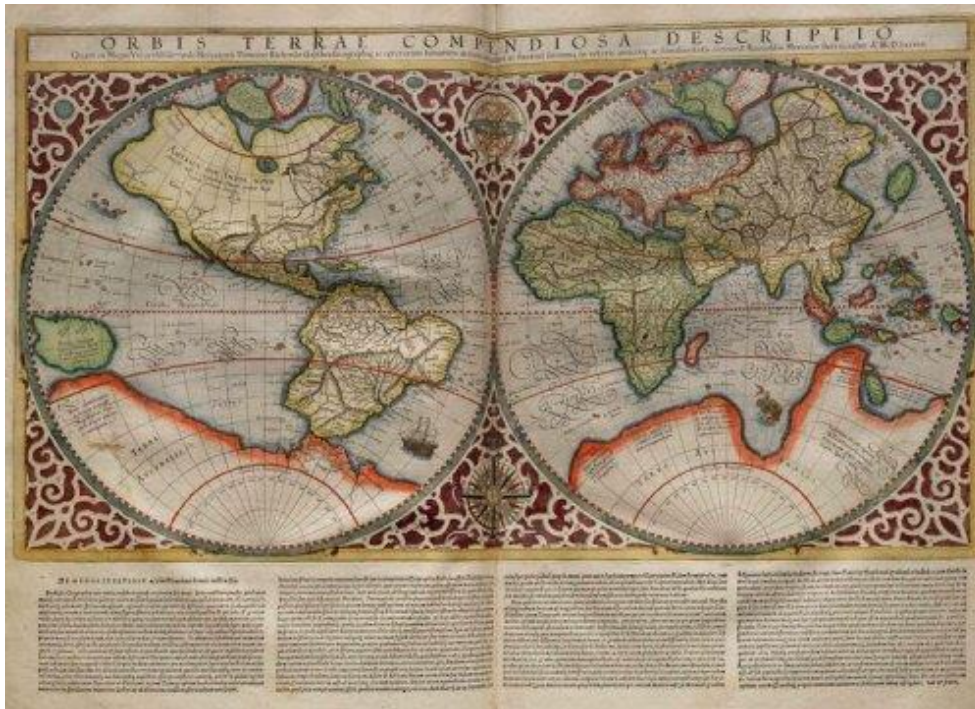
# LA CRISE

N°15, Avril 2011

ISSN 2563-9234 – Montréal – Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM), UQÀM

*Lettre plus ou moins trimestrielle, gratuite et sans abonnement !*

## TERRA INCOGNITA



Source : <http://mathblogger.free.fr/index.php?m=12&y=07&entry=entry071202-162920>

- |  |      |
|--|------|
| 1. Sortie de crise ou déni de crise ?                                  | p.4  |
| 2. Dettes étatiques... paille grecque et poutre américaine             | p.8  |
| 3. De la paupérisation en Occident et de ses implications politiques   | p.12 |
| 4. Et mes sous dans tout ça : ras-la-bulle                             | p.17 |
| 5. Le coin de l'intello : l'U.E. est-elle encore un espace pertinent ? | p.21 |
| Annexe : Retour sur le coin de l'intello... pas trop écolo !           | p.25 |

Choisir un titre, quelle responsabilité! Après avoir titré en octobre « Faut-il craindre d'être japonais ? » puis en janvier « Tsunami II le retour »... je sens bien que je pourrais facilement être perçu comme un oiseau de mauvais augure et qu'il me faut être plus précautionneux ! Donc, prudemment et pour ne pas sembler anticiper de nouvelles catastrophes que je n'ai jamais prévues, j'ai choisi, même si c'est du plagiat éhonté de l'illustrissime inconnu Benjamin-Claude BERNANCHET<sup>1</sup>, d'opter pour un « Terra incognita » qui a le mérite de bien résumer mon propos : le monde d'hier est fini, nous approchons d'un nouveau monde dont nous ne maîtrisons pas encore vraiment les contours mais dont certains traits commencent à se dessiner à travers les brumes épaisses des bouillonnements de la crise : recul du multilatéralisme commercial comme en témoigne l'interminable comédie du Doha Round de l'OMC et montée en puissance du bilatéralisme (j'y consacrerai sans doute une partie du prochain numéro), lente évolution de la zone Euro vers un fédéralisme *de facto* (sans le Royaume-Uni... sauf conversion tardive à l'Euro) au cœur de ce numéro, déclin relatif et repositionnement des Etats-Unis qui gardent néanmoins de nombreux atouts, révolutions arabes à l'avenir incertain, mise en place d'un monde apolaire... En avant donc vers le nouveau monde !

Une fois de plus, à lire la presse et à écouter la TV depuis plusieurs mois, vous devez être nombreux à penser que la crise est bien finie, que tout redémarre gentiment comme avant, même si depuis quelques jours perce publiquement une certaine crainte autour de la dette américaine ! En fait, plus qu'en sortie de crise, nous sommes beaucoup plus dans le déni de crise, bien qu'il ne faille pas forcément sombrer dans le catastrophisme : des pistes de sortie de crise, certes fragiles, commencent à s'esquisser. Irons-nous jusqu'au bout de ces pistes ? Rien n'est moins sûr, car ces pistes remettent en cause tant de routines idéologiques et intellectuelles, et surtout tant d'intérêts de micro couches sociales qui ont érigé la cupidité en mode de vie indépassable, qu'on ne sait si les seuls mécanismes démocratiques de nos sociétés, pervertis par la forme douce de la corruption qu'est le lobbying, suffiront à valider ces voies de sortie de crise ou bien si l'Histoire ne va pas encore accoucher d'une de ces monstruosité dont elle a le secret, avant que la raison ne triomphe à nouveau. Mais restons néanmoins positifs en listant d'abord les trois conditions court / moyen terme de sortie de crise pour les régimes démocratiques, dont une spécifique à la zone Euro :

1/ un reformatage des budgets (recettes et dépenses) des pays développés ne se faisant pas sur le dos des couches modestes et moyennes, permettant de stabiliser puis de diminuer la dette publique dans un cadre consensuel sinon enthousiaste !

2/ une séparation des banques de dépôts (garanties par les Etats) et des banques d'affaires (au risque des investisseurs) - soit le retour à l'esprit de la loi Glass Steagall<sup>2</sup> – avec la liquidation officielle de beaucoup d'actifs fantômes qui hantent les bilans bancaires à la recherche désespérée d'une impossible résurrection.

---

<sup>1</sup> Benjamin Claude BERNANCHET, avril 2008, *Terra incognita : chroniques de la très grande crise*, document pdf 21 p.

<sup>2</sup> Loi adoptée aux Etats-Unis en 1933, imposant la séparation entre banque de dépôts et banque d'investissement, abrogée en 1999 sous la pression des lobbys bancaires.

3/ et pour la zone euro, une évolution vers un fédéralisme *de facto* pour ancrer cette zone dans une logique de zone monétaire optimale et la sortir de façon positive du milieu du gué, du « trop ou trop peu » où elle se trouve actuellement.

Vaste programme déjà, mais pas totalement hors de portée si j'en juge, au moins pour les conditions 1 et 3, par les débats et décisions de ces dernières semaines : une prise de conscience est en train de se faire, même si sa traduction dans les faits reste incertaine. Mais, même dans le meilleur des cas, nous ne devrions cependant pas échapper à quelques épisodes encore douloureux dans le monde de la finance.

A moyen / long terme une franche reprise de la croissance (butant néanmoins sur la disponibilité d'énergie à bon marché) supposerait deux conditions supplémentaires :

4/ une modification de la répartition de la valeur ajoutée au profit des salaires (et donc au détriment des profits) pour assurer des débouchés à la production sans endettement excessif des Ménages... dont on a vu où il menait.

5/ une reconstruction d'un système monétaire international correspondant non plus à l'hégémonie d'une nation et d'une seule monnaie mais à un monde multipolaire ou apolaire.

Sans pouvoir traiter de tous ces points dans le cadre de cette lettre, nous commencerons notre quinzième périple de crise par prendre le pouls de la crise : est-elle encore bien là ou bien n'est-elle plus qu'un souvenir ? Puis nous nous consacrerons au plat du jour, un peu indigeste : les dettes des Etats, avant de nous interroger sur le phénomène de paupérisation qui frappe l'Occident et d'en venir à nos rubriques récurrentes « Et mes sous dans tout ça » et « Le coin de l'intello » consacré cette fois-ci aux géométries variables de la régulation européenne. Et pour finir, en Annexe, un petit retour sur le coin de l'intello du numéro précédent qui a fait quelques vagues parmi mes lecteurs !

Bonne lecture.

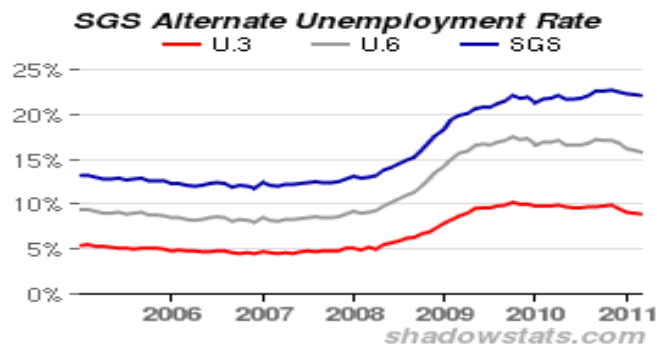
## 1. Sortie de crise ou déni de crise ?

### Les bourses en lévitation : attention à la perte de fluide du médium !

La crise est finie ! La preuve, les bourses ont remonté durablement la pente depuis la grande chute de la phase aigüe de crise, après la faillite de Lehman, même si ces derniers jours elles semblent douter d'elles mêmes. Et puis les marchés des matières premières grimpent à tout va, semblant signifier une demande flamboyante. En fait tous ces marchés financiers sont en pleine lévitation, grâce au puissant fluide du médium qui les assiste, en l'occurrence la création monétaire débridée de la Fed (banque centrale américaine) qui met à la disposition non pas de l'économie réelle mais des acteurs financiers les mannes de ses plans miraculeux, appelés QE 1 puis QE2 (Quantitative Easing = assouplissement quantitatif). Mais attention, le médium pourrait bien perdre son magnétisme et les marchés nous faire un atterrissage très brutal dans les semaines ou mois à venir. Accrochez vos ceintures !

### Le nombre de chômeurs en baisse, le nombre de sans emplois en hausse !

Les économistes travaillant sur les pays en développement savent bien que la création d'emplois en ville peut faire augmenter le nombre de chômeurs urbains en attirant à la ville des ruraux (actifs agricoles marginaux, à très faible productivité) apprenant que leur cousin ou le fils de la voisine vient de trouver un emploi en ville. Donc, dans ce cas, plus il y a d'emplois créés, plus le chômage augmente, aussi paradoxal que cela puisse paraître. Nous vivons actuellement dans certains pays développés un paradoxe inverse par lequel la destruction d'emplois peut contribuer à faire diminuer le nombre de chômeurs... officiellement enregistrés. En effet, si vous êtes chômeur en recherche d'emploi mais que vous finissez par vous dire qu'il y a tellement de chômeurs autour de vous que vous n'avez aucune chance de trouver un emploi... vous arrêterez d'en chercher un activement, vous ne remplirez plus les conditions d'inscription au chômage, vous serez un « travailleur découragé » et vous disparaîtrez des statistiques du chômage... tout en étant sans emploi ! Comprenez qui pourra, mais c'est bigrement pratique pour éviter d'exploser les statistiques du chômage voire pour créer l'illusion d'une baisse du chômage... qui ne correspond pas au vécu des populations. Pour ne pas se laisser abuser par la propagande officielle sur la baisse du chômage, il faut donc prendre en compte la version la plus extensive et si possible établie par un organisme indépendant de toute pression politique, soit pour les Etats-Unis la courbe bleue du graphique ci-dessous, stabilisée à plus de 20%, proposée par John Williams' « Shadow government statistics »



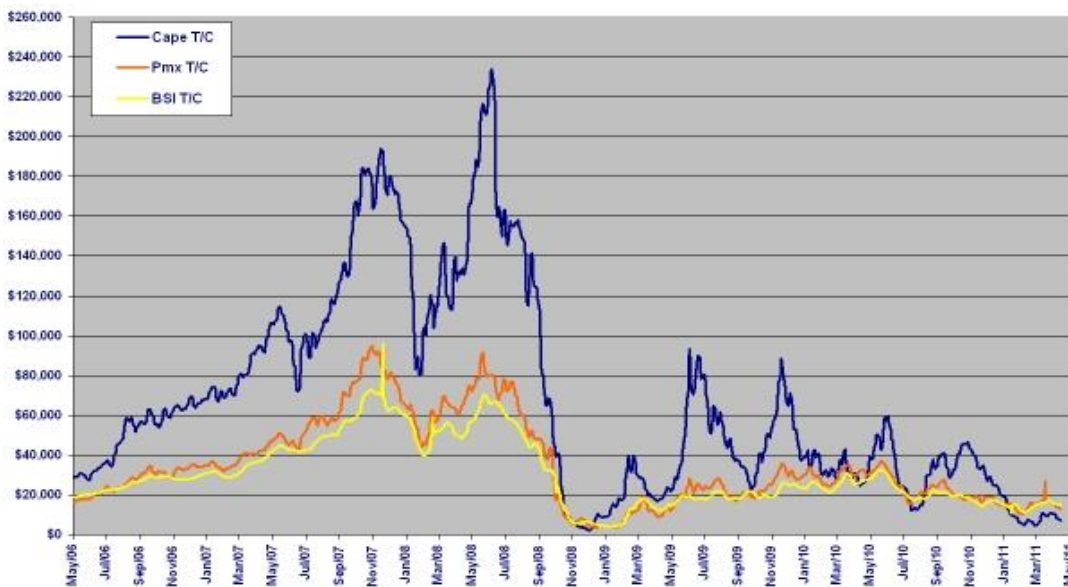
Source : <http://www.shadowstats.com/>

## Croisière d'été : offrez vous un Panamax !

Vous venez d'apprendre que Vincent Bolloré ne pourra pas vous accueillir sur son yacht<sup>3</sup> cet été. Pas de panique, j'ai une solution de rechange pour vous : louez un Panamax, c'est donné cette année, pas cher du tout. C'est quoi un Panamax ? Pas vraiment un bateau de croisière ! C'est un vraquier d'une taille permettant le passage par le canal de Panama : ça vous évitera le mal de mer au passage du Cap Horn et vous permettra de ne pas quitter les eaux tropicales et équatoriales : que du bonheur ! Et que d'économies vous allez faire : à 16 ou 17000 \$ par jour actuellement c'est 6 fois moins cher qu'à fin 2007. Et si vous voulez faire encore plus d'économies louez un Cape size : vous ne pourrez plus passer par Panama et devrez faire le détour par le Cap de Bonne Espérance (en attendant d'emprunter la route maritime arctique... le réchauffement a du bon !), mais vous aurez encore plus de place, pour encore moins cher (la courbe bleue sur le graphique ci-dessous ; le Panamax étant en orange et le Supramax en jaune).

### Evolution des tarifs maritimes (\$/jour) selon plusieurs types de vraquiers

Source, au 19/04/2011 : <http://www.dryships.com/pages/report.asp>



Redevenons un peu sérieux ! Que veulent dire ces tarifs maritimes : tout simplement que les perspectives du commerce mondial ne sont pas bonnes. Le monde maritime anticipe une rechute de crise, une contraction du commerce international : voilà ce qu'indique le Baltic Dry Index (BDI, indice composite des évolutions de coût de plusieurs types de vraquiers) dont je vous parle ici. Il s'agit d'un indicateur avancé de l'activité économique... qui n'augure pas vraiment de lendemains qui chantent pour l'économie mondiale. Toutefois, il faut préciser que l'arrivée sur le marché de nouveaux navires commandés au plus fort de la phase

<sup>3</sup> Le yacht de Vincent Bolloré est célèbre pour avoir accueilli Nicolas Sarkozy entre son élection et sa prise de fonction à la présidence de la République française.

d'euphorie avant la crise pèse sur les tarifs actuels qui reflètent d'importantes surcapacités de transport. Par ailleurs, quand on sait la part qu'occupent les importations chinoises dans le trafic de vrac... ce n'est pas bon signe quant aux anticipations sur l'économie chinoise : atterrissage économique et politique brutal en vue ? Affaire à suivre<sup>4</sup>, même si je ne traite pas de la Chine dans ce numéro de LA CRISE.

### **Banques : notre argent les intéresse... mais leur état nous inquiète !**

On se raconte, on nous raconte des histoires de fin de crise bancaire : or le système bancaire mondial reste profondément malade d'avoir pris des risques inconsidérés pour assouvir la cupidité de ses dirigeants et actionnaires. Derrière les façades rutilantes de vos banques, les placards sont remplis de créances plus que douteuses, relatives à des dettes privées (notamment issues de l'immobilier US, irlandais, espagnol...) ou publiques (bons d'Etats, et, pire encore, muni bonds des villes américaines) : ces créances sont comptabilisées dans les bilans des banques à leur valeur faciale, or certaines d'entre elles (beaucoup parfois, suivant les banques) ne seront remboursées qu'avec une décote certaine, ou seront réaménagées quant à leur taux et à leur durée. Dès lors, les bilans que présentent les banques sont des fictions comptables qui ne rendent pas compte de leurs vraies marges de sécurité pour échapper à l'insolvabilité. Rien qu'aux Etats-Unis, on recense au 15 avril<sup>5</sup> 978 banques locales et régionales en difficulté, susceptibles de basculer dans l'insolvabilité et la liquidation (34 faillites enregistrées depuis le début de l'année).

Les banques européennes, nous dit-on, vont être soumises à des simulations de solvabilité (*stress test*) plus exigeantes que celles effectuées l'année dernière qui étaient de véritables tests bisounours ! Néanmoins ces terribles tests nouvelle génération<sup>6</sup> qu'on nous annonce ne prendront même pas en compte une hypothèse de défaut d'un Etat du sud de l'Europe. Quand on sait à quelle hauteur les banques françaises et allemandes sont engagées sur la dette grecque ou portugaise... mieux vaut rire que pleurer du grand guignol des *stress tests*. Et n'oubliez pas... une banque ça peut faire faillite et des banques feront faillites, ici ou là, dans les mois et années à venir, des agences seront fermées, des files d'épargnants voulant retirer leurs avoirs se formeront devant des agences bancaires (on vient de le voir en Corée du Sud récemment<sup>7</sup>), des distributeurs de billets resteront muets... bref, des paniques bancaires seront d'actualité... à moins que les Etats ne se décident enfin à revenir à une séparation étanche entre les banques de dépôts (garanties par les Etats) et les banques d'affaires (au risque des investisseurs) au grand dam des lobbys financiers qui vont hurler comme des parasites

---

<sup>4</sup> Pour un point récent sur la Chine voir : Matthew Gerken and Jennifer Richmond, China and the end of the Deng Dynasty, April 19 2011, published on Stratfor ([www.stratfor.com](http://www.stratfor.com))

<sup>5</sup> <http://calculatedriskimages.blogspot.com/2011/04/unofficial-problem-bank-list-apr-15.html>

<sup>6</sup> Voir François Leclerc, La queue du dragon, 18/01/2011, <http://www.pauljorion.com/blog/?p=20571#more-20571>

<sup>7</sup> Voir le reportage de la télé chinoise - CCTV en français- sur la panique bancaire coréenne en février dernier : [http://www.dailymotion.com/video/xh73e4\\_panique-bancaire-en-coree-du-sud-5-banques-fermees\\_webcam](http://www.dailymotion.com/video/xh73e4_panique-bancaire-en-coree-du-sud-5-banques-fermees_webcam)

égorgés ! Dommage qu'en France le discours de Toulon<sup>8</sup> ne soit resté qu'un discours ! Je vous en rappelle quelques lignes :

*« Pendant plusieurs décennies on a créé les conditions dans lesquelles l'industrie se trouvait soumise à la logique de la rentabilité financière à court terme. On a caché les risques toujours plus grands qu'on était obligé de prendre pour obtenir des rendements de plus en plus exorbitants. On a mis en place des systèmes de rémunération qui poussaient les opérateurs à prendre de plus en plus de risques inconsidérés. On a fait semblant de croire qu'en mutualisant les risques on les faisait disparaître. On a laissé les banques spéculer sur les marchés au lieu de faire leur métier qui est de mobiliser l'épargne au profit du développement économique et d'analyser le risque du crédit. On a financé le spéculateur plutôt que l'entrepreneur. On a laissé sans aucun contrôle les agences de notation et les fonds spéculatifs ».* (Nicolas Sarkozy, discours de Toulon du 25 septembre 2008).

Depuis, les choses ont-elles beaucoup changé ? Poser la question, c'est y répondre !

---

<sup>8</sup> <http://www.sarkozynicolas.com/nicolas-sarkozy-discours-de-toulon-texte-integral/>

## 2. Dettes étatiques... paille grecque et poutre américaine

Lorsque j'ai commencé ma carrière universitaire, parler de dettes d'Etats signifiait parler du Tiers Monde, aujourd'hui monde émergent, en développement ou encore sous développé. Maintenant que je termine la dite carrière, la dette est associée aux pays développés, Japon, Etats-Unis et pays européens : belle inversion historique. Le tableau ci-dessous révèle très bien cette inversion de situation avec une sélection de 12 pays développés et 12 pays en développement.

### RATIO DETTE PUBLIQUE SUR PIB (2010)

Source : CIA WORLD FACTBOOK<sup>9</sup>

PAYS DEVELOPPES		PAYS EN DEVELOPPEMENT OU EMERGENTS	
	%		%
Japon	242	Bésil	61
Grèce	144	Maroc	58
Islande	124	Inde	56
Italie	118	Argentine	50
Belgique	99	Tunisie	50
Irlande	94	Turquie	48
France	84	Thaïlande	42
Portugal	83	Mexique	42
Allemagne	79	Afrique du Sud	33
Royaume Uni	77	Corée du Sud	24
Espagne	63	Pérou	24
Etats-Unis <sup>10</sup>	59	Chine	18
Canada	34	Chili	6

Prenons donc acte que la dette est devenue un problème de riches ! Pas surprenant d'ailleurs, vu le proverbe « on ne prête qu'aux riches » ! Mais à force d'emprunter, les riches s'appauvrissent et les moins riches des riches sont désormais aussi inquiétants que les pauvres. Parmi ces nouveaux pauvres on parle beaucoup de la périphérie de la zone Euro, des fameux PIIGS (Portugal, Italy, Ireland, Greece, Spain) mais prenons garde à ce que la paille grecque ne cache pas la poutre américaine.

<sup>9</sup> <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2186rank.html>

<sup>10</sup> Ce chiffre me semble faible (c'est la CIA qui le donne !). Mes propres calculs sur la dette américaine à partir d'autres statistiques officielles américaines (<http://www.federalreserve.gov/releases/z1/Current/z1r-2.pdf>) donnent 63% pour la seule dette fédérale à fin 2010 et 79% en incluant les dettes des états et collectivités territoriales (je ne pense pas que les dettes des organismes de sécurité sociale soient incluses, à vérifier, et donc j'ai des doutes sur la comparabilité avec des statistiques européennes établies selon les critères de Maastricht).



## **Zone Euro : vers un fédéralisme *de facto* ?**

Le Japon est hors concours en matière de ratio dette publique / PIB, à plus de 200%. Mais ce sont des fourmis japonaises privées qui prêtent aux cigales japonaises publiques : donc pas de gros problème pour le moment. Dès lors, le devant de la scène du débat sur la dette publique est occupé actuellement par des pays de la périphérie européenne dont les taux d'endettement sont variables (de 144% pour la Grèce à 63% pour l'Espagne), montrant bien que l'inquiétude dépasse le seul niveau absolu (encours global) ou relatif (ratio dette/PIB) pour se focaliser sur la capacité de remboursement, c'est-à-dire sur la capacité à générer de l'excédent fiscal au-delà du fonctionnement courant pour rembourser la dette publique. Le faible dynamisme des économies du sud de la zone Euro et l'impossibilité de retrouver par des dévaluations des marges de manœuvre à l'exportation, ou l'addiction irlandaise à un dumping fiscal générateur de faibles ressources pour l'Etat (outre le fait d'énervier les autres pays européens) désignent inévitablement ces pays à la défiance des marchés qui demandent de fortes primes de risque ... aggravant encore le poids des remboursements. Dès lors, penser que la Grèce et le Portugal (voire l'Irlande) rembourseront leur dette, capital et intérêt, le jour dit à l'heure dite relève de la méthode Coué, de l'angélisme ou de la manipulation. Sauf rupture politique gravissime et aveuglement des autres pays européens (je n'y crois pas), ces dettes ne seront pas répudiées purement et simplement comme les emprunts russes d'avant la Première Guerre mondiale, mais elles seront nécessairement réaménagées, restructurées... plus ou moins en fonction des options européennes qui seront mises en place.

Avant la construction monétaire européenne, la variable d'ajustement des pays en difficulté était le taux de change : les gouvernements n'avaient toute intention de dévaluer, et puis, au beau milieu d'un week end on apprenait que le franc, la lire ou la peseta était dévalué. Aujourd'hui la variable d'ajustement c'est le chômage, et là pas besoin de coup fourré du week end, il suffit de bien trafiquer les chiffres pour qu'ils restent présentables. Mais ça ne suffit plus, ça n'a d'ailleurs jamais procuré de fonds pour rembourser et demain (demain matin peut-être, ou dans quelques semaines) il va bien falloir revenir aux bonnes vieilles pratiques d'antan : un week end, prolongé ou pas, on apprendra après la clôture de Wall Street le vendredi soir, qu'une réunion extraordinaire d'un comité européen ad hoc et du FMI se tiendra le lendemain et à l'issue de la dite réunion la dette grecque, irlandaise, portugaise, ou deux ou trois à la fois auront été réaménagées... sur le calendrier de remboursement, le taux d'intérêt, ou sur le montant à rembourser. Et après demain, la solution, déjà dans les tuyaux mais contestée par les droites nationalistes, sera dans un fédéralisme *de facto* au sein de la zone euro qui conduira à l'émission d'euro obligations à taux unique, ce qui permettra de noyer la fragilité des périphéries dans la stabilité du centre, au prix d'un taux d'intérêt légèrement supérieur à celui payé actuellement par l'Allemagne ou la France, mais très inférieur à celui exigé des pays périphériques. Ce faisant, des dettes insupportables à taux

élevé redeviendront gérables à taux plus faibles<sup>11</sup>, sous réserve d'une souveraineté budgétaire limitée des pays de la zone Euro soumis à des normes difficilement contournables. Cette évolution est inévitable, sauf à vouloir l'explosion de la zone Euro... ce qui serait gravement préjudiciable à l'Allemagne qui perdrait ses marchés dans les autres pays européens et aux pays périphériques qui devraient retourner seuls sur les marchés financiers... au prix fort. Les souverainistes de tous poils aboieront mais la caravane de l'Euro passera ! En attendant cet après demain inévitablement mais discrètement fédéral, les mécanismes préfédéraux déjà mis en place sous les sigles de EFSF (European Financial Stability Facility) depuis 2010 et ESM (European Stability Mechanism) à partir de 2013 préfigurent cette longue, discrète et douloureuse marche de la zone Euro vers le fédéralisme *de facto*, sans tambours ni trompettes, sans traités, ratifications et cérémonies grandioses, bref, vers un fédéralisme pragmatique qui s'invente en marchant, en réponse à des problèmes concrets.

### **Le pari perdu des keynésiens américains : plus de dette pour mieux rembourser la dette !**

Au fur et à mesure que les marchés considéreront les problèmes de la périphérie européenne pour ce qu'ils sont, des épiphénomènes (au moins tant que l'Espagne s'en sort par elle-même) ils s'intéresseront au véritable danger financier mondial, la bombe atomique de la dette publique américaine face à laquelle l'escopette grecque est ridicule : dette publique grecque à fin 2010 de l'ordre de 3,5% de la dette publique américaine. La mise en garde récente d'une agence de notation sur son évaluation de la dette américaine, précédée de l'annonce du retrait de quelques fonds spéculatifs de toute exposition aux bons du Trésor Américain, rend public ce que nous sommes déjà nombreux à penser, à dire et écrire depuis deux ou trois ans : les Etats-Unis foncent à toute vitesse dans le mur d'une dette incontrôlable parce que, face à un taux d'épargne interne très faible et un rejet congénital de l'impôt et de l'Etat, ils n'ont le choix qu'entre :

- emprunter à l'étranger à des rivaux commerciaux (Japon) potentiellement ennemi stratégique dans le cadre d'une rivalité hégémonique (Chine),
- ou sombrer dans la création monétaire pure (emprunt du Trésor auprès de la Fed et recapitalisation de la Fed par le Trésor !) ce qui sape la confiance dans le dollar.

Longtemps remise à plus tard, l'heure de vérité ne peut que sonner pour les Etats-Unis avec l'évidence du pari perdu des keynésiens qui voulaient plus de dette pour mieux rembourser la dette : ça n'a pas marché, parce que la relance économique espérée n'est pas à la hauteur des attentes, relance qui devait permettre d'accroître les recettes et créer les conditions d'une stabilisation puis d'une diminution de la dette par une croissance auto entretenue. Mais les remèdes conjoncturels ne fonctionnent pas face à des ruptures structurelles dans le cadre desquelles il est impossible de raisonner toutes choses égales par ailleurs, car par ailleurs tout

---

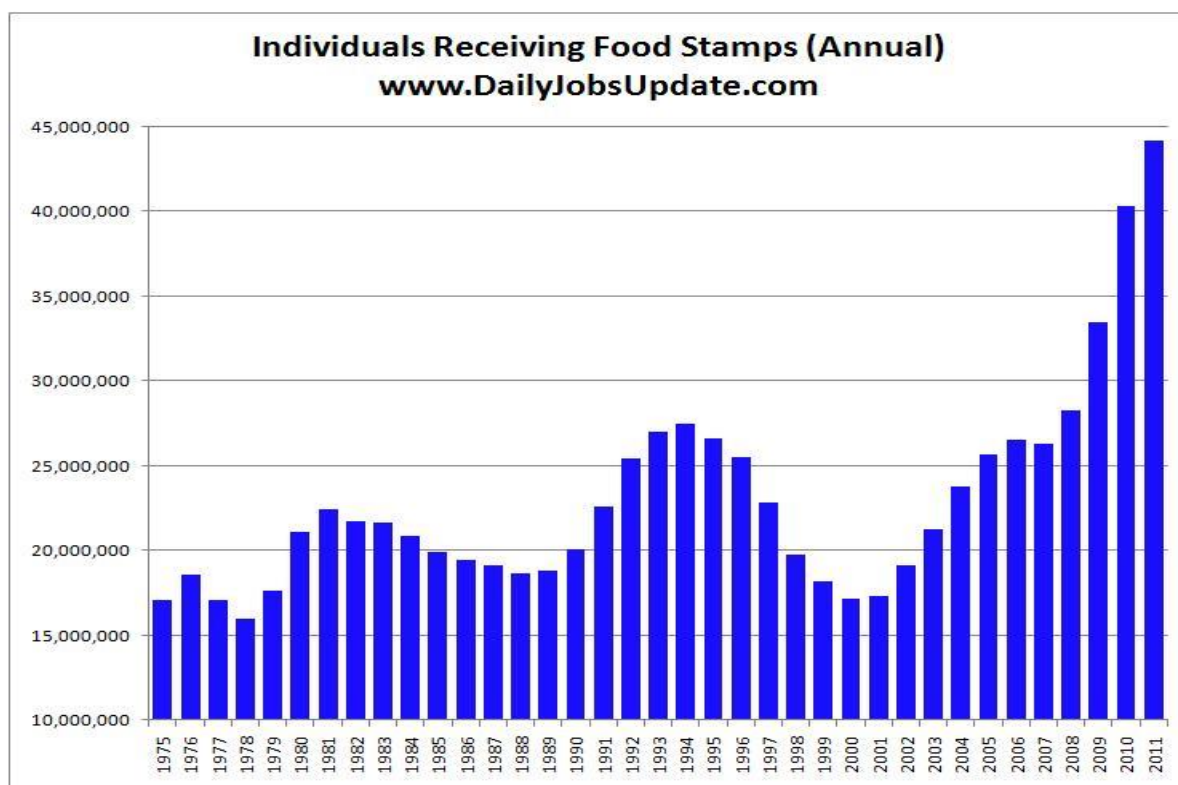
<sup>11</sup> D'ores et déjà, dans le cadre des mécanismes mis en place (EFSF, ESM) la Grèce est assurée d'un financement à 4,2% jusqu'en 2021 alors que sa dette à 10 ans s'échange sur le marché secondaire à plus de 12%. (Source : Natixis, Flash Economie 11 avril 2011, N°268, p.2 ; <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=57657> )

a changé dans l'environnement international : les Etats-Unis ne sont plus ce qu'ils étaient auparavant et presque tout le monde le sait... sauf eux !

Dès lors, la fin imminente de la deuxième phase de facilitation monétaire de la croissance américaine (l'assouplissement quantitatif QE 2, quantitative easing = émission de \$ par la Fed) va sonner l'heure de vérité. L'annonce d'un QE3 serait particulièrement délicate : elle pourrait entraîner un dramatique choc de confiance sur le dollar (dramatique pas seulement pour les Etats-Unis, pour le monde entier) et couper la voie du financement étranger des déficits américains, mettant en porte à faux la Fed et le Trésor US. La renonciation à un QE3 traumatisera une économie américaine retombant en récession (comme c'est en cours en Grande Bretagne) faute de dopage monétaire et confrontée au mur de ses dettes, sans espoir d'échappatoire. La fin de l'année 2011 sera terrible pour tout le monde mais en particulier pour le monde anglo-saxon. La politique économique américaine est prise dans la nasse infernale où elle s'est placée elle-même : quoi qu'il soit fait dans les mois à venir (fuite en avant monétaire, ou rigueur budgétaire) les conséquences seront dramatiques. Mais la rigueur budgétaire, si elle est socialement juste (c'est mal parti !) et donc démocratiquement acceptable (sans jeu de mots intentionnel !), sera porteuse d'avenir tandis que la fuite en avant monétaire ne serait porteuse que de plus grands troubles à venir : reculer pour mieux sauter... au fond du gouffre !

### 3. De la paupérisation en Occident et de ses implications politiques

La crise a aggravé une tendance déjà à l'œuvre depuis plusieurs décennies : la paupérisation de larges franges des populations occidentales, avec la fin des politiques de hauts salaires menées dans le cadre de la régulation fordiste<sup>12</sup> et la mise en concurrence des travailleurs non qualifiés (puis de plus en plus qualifiés) avec les travailleurs des pays en développement. Sur cette tendance de fond, la crise accroît dramatiquement la détresse sociale en Occident, en fragilisant les conditions de logement des couches défavorisées (subprimes, saisies immobilières, expulsions), en privant de ressources des populations sans emploi qui doivent recourir à des mécanismes d'aides sociales et en particulier d'aides alimentaires comme l'illustre très bien la croissance aux Etats-Unis du nombre de bénéficiaires des *food stamps* (voir le graphique ci-dessous) : presque 45 millions de bénéficiaires aujourd'hui, soit 15% de la population américaine.



Source (23/04/2011) : <http://www.dailyjobsupdate.com/wp-content/uploads/Food-Stamps-Annual.jpg>

Cette paupérisation, récemment aggravée par la hausse des prix alimentaires (j'y reviendrai dans la rubrique « Et mes sous dans tout ça »), doit être prise en compte dans la redéfinition et la mise en œuvre des nouvelles politiques fiscales et budgétaires imposées par la stabilisation puis la réduction de la dette. Augmenter les impôts sans en changer la structure, réduire les dépenses sans s'interroger sur le ciblage de ces réductions en terme de couches sociales affectées reviendrait à remplacer le mur de la dette par un mur encore plus redoutable : la désespérance sociale et ses conséquences politiques.

<sup>12</sup> cf. LA CRISE N°9 ... je ne peux pas tout réexpliquer à chaque lettre !

## **France : TEPA ou la nouvelle loi scélérate !**

Peu après l'arrivée au pouvoir de Sarkozy, est adoptée en France une loi dite TEPA pour « Travail Emploi et Pouvoir d'Achat ». Cette loi est pour moi une véritable loi scélérate, ou, à tout le moins, une loi antirépublicaine. Ses dispositions en faveur des plus riches, avec le bouclier fiscal (qui vient d'être aboli) ou la diminution des droits de succession, ne sont pas celles qui me choquent le plus : on attend d'un gouvernement de droite qu'il fasse une politique de droite, rien de surprenant à cela, et donc à ce qu'il avantage les plus riches, qui ont bien souvent financé la campagne électorale du candidat de droite et sont en droit d'attendre un retour sur investissement. Normal, et si on n'accepte pas ça... on vote à gauche... avec d'autres risques... c'est ça la démocratie ! Par contre ce qui me semble dangereux pour la République est la disposition selon laquelle les heures supplémentaires sont exonérées de charges sociales et d'impôt sur le revenu. Un principe républicain essentiel est que plus on gagne (même pour les plus modestes) plus on participe aux dépenses collectives de la société, et ce de façon progressive (donc plus que proportionnelle). Ce principe ne doit connaître aucune exception (même pour moi... c'est dire mon absolue conviction !) car il est un fondement essentiel du pacte républicain, dont nous avons plus que jamais besoin. En outre, cette mesure s'avère très contre productive en matière de lutte contre le chômage, encourageant, lors de la reprise d'activité, les employeurs à faire faire des heures supplémentaires (exonérées de charges sociales salariales mais aussi patronales) plutôt que d'embaucher de nouveaux travailleurs et de contribuer à la réduction du chômage.

C'est dire l'actualité de la question fiscale et de l'importance qu'elle va avoir dans les élections qui se profilent dans plusieurs pays importants dans le monde : Etats-Unis, Allemagne, France. En France en particulier, l'élection présidentielle de 2012 se jouera sur la question fiscale. Autre grand pays concerné par une échéance 2012 : la Chine, mais les bienheureux dirigeants chinois n'auront pas à craindre les élections au suffrage universel et donc la colère du peuple... dans les urnes (je serais moins affirmatif pour la rue !) lors du renouvellement de direction à l'occasion du Congrès du PCC en 2012. Ce sera un enjeu mondial décisif, avec en arrière plan une question toute simple : guerre ou paix, un détail de l'Histoire certes, mais décisif pour les peuples, grands fournisseurs de chair à canon ! Et si la nouvelle direction chinoise décidait de fuir les problèmes économiques et sociaux dans une surenchère nationaliste... bonjour les dégâts. Voilà qui nous amène aux questions militaires, restons-y.

## **Les Etats-Unis face à leur démon : le complexe militaro industriel**

Aux Etats-Unis les hostilités ont commencé entre républicains et démocrates autour de la dette, du budget. Les uns ne veulent pas plus d'impôts pour les couches aisées et riches (même si certains milliardaires - les traitres ! – réclament de payer plus d'impôts), les autres voudraient plus de dépenses pour les programmes sociaux et médicaux. Mais, ne devraient-ils pas tous s'interroger d'abord sur leurs dépenses militaires, avant de vouloir dérembourser des dépenses médicales ou augmenter les impôts ?

Jetez un œil aux deux tableaux ci-dessous que j'ai confectionné à partir de la base de données SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute). Les Etats-Unis, en 2010 réalisent à eux seuls 44% des dépenses militaires mondiales (Chine en 2<sup>ème</sup> place avec 7,3%), en hausse de 83% par rapport 2000 (Chine 256%), en y consacrant 4,7% de leur PIB (Chine 2,2%).

### Dépenses militaires en \$ constant 2009

Pays	2000 Mds \$	2010 Mds \$	% Evolution 2010/2000	% Part 2010 dans total Monde
Etats-Unis	376	687	+ 83%	44,1%
Chine	32	114	+ 256%	7,3%
France	60	61	+ 2%	3,9%
Royaume Uni	45	57	+ 27%	3,6%
Russie	26	53	+104%	3,4%
Monde	1017	1559	+ 53%	100%

### Dépenses militaires sur PIB (%)

Pays	Année	2000	2009
Etats-Unis		3,1%	4,7%
Chine		1,9%	2,2%
France		2,5%	2,5%
Royaume Uni		2,4%	2,7%
Russie		3,7%	4,3%

Source : SIPRI Military Expenditure Database<sup>13</sup>

<sup>13</sup> <http://www.sipri.org/databases/milex>

Ramener les dépenses militaires américaines à 2,5% du PIB (niveau France et Royaume Uni) économiserait 320 milliards de dollars, soit exactement le quart du déficit du budget 2010. Mais le complexe militaro industriel veille à ses intérêts. Rappelez-vous le courageux discours de fin de mandat du Président Eisenhower en janvier 1961 (un général pourtant !), dont voici quelques lignes :

*Cette conjonction d'une immense institution militaire et d'une grande industrie de l'armement est nouvelle dans l'expérience américaine. Son influence totale, économique, politique, spirituelle même, est ressentie dans chaque ville, dans chaque Parlement d'Etat, dans chaque bureau du Gouvernement fédéral. Nous reconnaissons le besoin impératif de ce développement. Mais nous ne devons pas manquer de comprendre ses graves implications. Notre labeur, nos ressources, nos gagne-pain... tous sont impliqués ; ainsi en va-t-il de la structure même de notre société.*

*Dans les assemblées du gouvernement, nous devons donc nous garder de toute influence injustifiée, qu'elle ait ou non été sollicitée, exercée par le complexe militaro-industriel. Le risque potentiel d'une désastreuse ascension d'un pouvoir illégitime existe et persistera. Nous ne devons jamais laisser le poids de cette combinaison mettre en danger nos libertés et nos processus démocratiques. Nous ne devrions jamais rien prendre pour argent comptant. Seule une communauté de citoyens prompts à la réaction et bien informés pourra imposer un véritable entrelacement de l'énorme machinerie industrielle et militaire de la défense avec nos méthodes et nos buts pacifiques, de telle sorte que sécurité et liberté puissent prospérer ensemble.<sup>14</sup>*

L'histoire n'est-elle pas en train de bégayer ? Les Etats-Unis ont vaincu l'URSS en impulsant une course aux armements que l'économie soviétique n'a pas pu tenir. Aujourd'hui, le complexe militaro industriel se rend-il compte des ravages qu'il provoque en imposant aux Etats-Unis une nouvelle course aux armements qu'ils ne peuvent plus assumer dans les conditions de dépendance financière dans lesquelles ils se trouvent. La fin de l'Empire est proche : il est en train de périr par l'arme fatale qui a fait disparaître son ancien challenger, les dépenses militaires.

### **Monde : la révolte des peuples est en marche**

De par mes centres d'intérêt et engagements professionnels des dernières décennies, les révolutions arabes m'intéressent au premier chef et si la révolution tunisienne ne m'a pas surpris dans son rejet d'un système que savais pourri depuis 10 ou 15 ans (mais la date de sa chute était imprévisible) elle m'a fortement concerné de par ma proximité de ce pays. Pourtant, pour nous occidentaux en crise, sans minimiser ce qui se passe dans le monde arabe, ce qui me semble le plus révolutionnaire face à la crise, dans ce que nous avons vécu ces dernier mois, ne vient pas des mers chaudes mais d'une mer froide. Un immense évènement

<sup>14</sup> Texte intégral en français disponible sur : <http://icp.ge.ch/po/cliotexte/deuxieme-moitie-du-xxe-siecle-guerre-froide/discours.eisenhower.html>

s'est produit en Islande : une révolte sans précédent face à la finance internationale. Là où les peuples arabes se révoltent face à des dictatures politiques qui les étouffent, les peuples occidentaux commencent à se révolter face à des dictatures financières qui les étranglent, à force de pomper les honnêtes contribuables pour renflouer les malfrats de la finance. Dans un processus démocratique (un referendum) le peuple islandais a dit un gigantesque « Merde » à la finance mondiale : soyons tous islandais !

Icesave était une banque privée islandaise, banque en ligne proposant des taux d'intérêt déconnecté des réalités du marché. Des épargnants britanniques et néerlandais sont tombés dans le panneau que leur cupidité leur a tendu. Après la faillite d'Icesave, les Etats britannique et néerlandais ont cru judicieux d'indemniser leurs concitoyens puis de se retourner contre l'Etat islandais. Après un premier plan de remboursement rejeté par le peuple islandais une nouvelle négociation interétatique a eu lieu, à nouveau soumise à referendum le 9 avril dernier: les électeurs islandais ont refusé que l'Islande paye les 3,5 milliards d'Euros exigés... et ils ont bien eu raison. Depuis quand les contribuables d'un pays devraient-ils payer les errements cupides d'épargnants clients et victimes d'une banque privée ? Lorsque des épargnants sont assez cons pour croire des bateleurs leur promettant monts et merveilles... ou bien les Etats interviennent en amont pour empêcher ces charlatans de sévir, ou bien ils laissent les dits épargnants dans la situation où ils se sont mis eux-mêmes, comme de vrais adultes consentants ! Toute autre solution est contre-productive.

Peut-être dans quelques années comprendrons nous mieux ce qu'est une révolution : même en France, nous avons oublié... 1789 c'est loin ! Or une révolution ce ne sont pas quelques agitateurs ou illuminés mais bien une lame de fond irrépressible, partie du plus profond du peuple. Toutefois, le problème c'est que les révolutions ne débouchent pas forcément là où les peuples voudraient qu'elles aillent. Espérons donc que les systèmes démocratiques sauront, dans le cadre de leur fonctionnement normal, remettre à l'heure les nombreuses pendules qui en ont plus que besoin. Sinon, toutes les aventures sont possibles. La remontée en puissance du Front national en France, l'émergence du Tea Party aux Etats-Unis ou des Vrais finlandais en Finlande sont des alertes à ne pas négliger avant qu'il ne soit trop tard et que les dérives populistes n'emportent nos systèmes démocratiques vers des affrontements hors contrôle et des solutions non souhaitées (néofascisme, néomaccarthysme... ou néomaoïsme, néopolpotisme...).



#### **4. Et mes sous dans tout ça : ras-la-bulle !**

Comme d'habitude, commençons par travailler nos deux fondamentaux patrimoniaux, à partir desquels on peut commencer à raisonner sur les allocations d'actifs : l'inflation et les taux d'intérêt.

##### **Météo et effet vent, inflation et effet revenu.**

Y-a-t-il de l'inflation dans l'air du temps ? Si je voulais être puriste je répondrais non car tant que les salaires n'augmentent pas en réponse à la hausse des prix il n'y a pas d'enclenchement d'un processus inflationniste auto entretenu. Des prix augmentent, c'est vrai pour les biens alimentaires, des matières premières et pour l'énergie... mais on n'assiste pas à un mouvement généralisé de hausse des prix et des revenus s'alimentant réciproquement dans une spirale infernale. Toutefois l'essentiel n'est pas dans ce débat sémantique entre puristes et néophytes. Il est dans la discordance entre hausse des prix mesurée (ou inflation mesurée, peu importe) et hausse des prix ressentie. Météo France a intégré récemment l'effet vent dans ses prévisions hivernales (ça fait belle lurette au Québec) pour tenir compte de l'écart entre la température mesurée par un thermomètre et la température ressentie par un organisme. C'est pareil pour la hausse des prix : il y a une hausse des prix mesurée et une hausse des prix ressentie. La hausse mesurée résulte de conventions définissant un indice de prix à la consommation correspondant à une structure moyenne de consommation d'un ménage moyen de par sa taille et son revenu, ces deux dimensions déterminant une ventilation de la consommation en différents postes budgétaires (alimentation, habillement, logement, transports, santé...). Les évolutions de prix ne sont pas les mêmes selon les différents postes : si actuellement votre poste alimentaire est à 30% (moyenne française à 15%) et si votre ménage fait rouler deux véhicules pour des déplacements domicile – travail des parents – école des enfants, votre inflation ressentie est très supérieure à l'inflation mesurée par l'INSEE (2%), ce qui ne disqualifie nullement les observations et calculs de l'INSEE dans le cadre des règles établies.

Globalement, je considère que les conditions ne sont pas réunies pour une grande vague inflationniste : le volant de chômage pèse sur les salaires et interdit aux salariés de revendiquer des augmentations au prorata de l'élévation de la productivité du travail, les capacités de productions inutilisées de l'appareil de production ne sont pas favorables à des augmentations des prix à la production au-delà de la répercussion des hausses des matières premières, la stagnation voire la diminution du pouvoir d'achat des consommateurs des pays développés exacerbe la concurrence au niveau de la distribution et donc des prix à la consommation. Seule la hausse de certaines matières premières crée une petite tension à la hausse des prix, mais les faibles perspectives de croissance des pays développés (et a fortiori un refroidissement de la croissance chinoise de plus en plus probable) pourraient inverser la courbe de ces matières premières. La perspective de hausse des prix reste donc très modérée... juste assez pour justifier des hausses de taux des banques centrales, mais pas suffisante pour déclencher une spirale incontrôlable.

## Les taux en hausse tous azimuts

Les taux d'intérêt sont clairement repartis à la hausse, qu'ils soient courts ou longs, comme en témoignent les graphiques ci-dessous :

- le taux interbancaire à 12 mois – taux auquel les banques se prêtent entre elles – sur le marché monétaire en euro, dit Euribor 12 mois, encore à 1,2% il y a un an, vient de dépasser les 2% en ce mois d'avril 2011 (2,126 le 21/04/2011) après une inflexion notable à la hausse depuis le mois de janvier. En zone Euro, de nombreux prêts à taux variable sont indexés sur l'Euribor.

### Evolution de l'Euribor 12 mois sur la dernière année

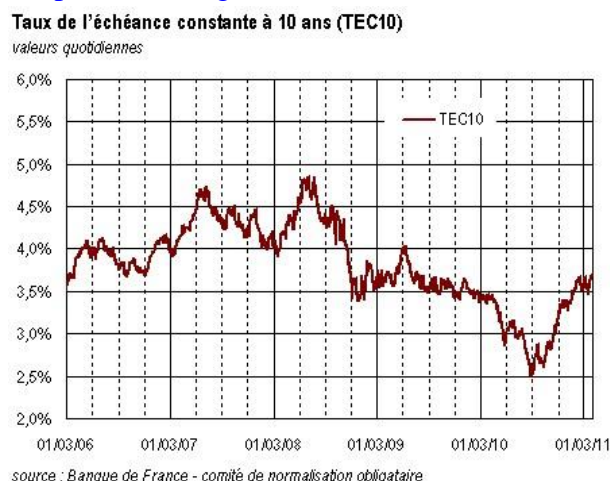
Source : <http://fr.global-rates.com/taux-de-interets/euribor/taux-de-interets-euribor-12-mois.aspx>



- le taux de l'emprunt d'Etat français à 10 ans après être passé par un plus bas à 2,5% l'été 2010 est remonté à plus de 3,5% depuis le mois de janvier dernier. Il est important de savoir que les taux des emprunts immobiliers à taux fixe, en France, sont déterminés en référence à ce taux de l'emprunt d'Etat à 10 ans.

### Emprunt d'Etat français à 10 ans

Source : [http://www.aft.gouv.fr/article\\_180.html?id\\_article=180](http://www.aft.gouv.fr/article_180.html?id_article=180)



Ce mouvement de hausse des taux sur les marchés est désormais conforté par une première remontée du taux de base de la Banque Centrale Européenne passé de 1 à 1,25% début avril. Les anticipations dominantes vont dans le sens d'une poursuite de la remontée des taux (taux

de base BCE, taux courts interbancaires et taux longs obligataires) tout au long de l'année 2011 en Europe. La grande inconnue reste l'évolution des taux américains, mais ils ne devraient pas pouvoir rester longtemps en dehors d'un mouvement généralisé de hausse, surtout si la Fed (Banque centrale américaine) met un terme à sa politique d'assouplissement quantitatif (les fameux QE1 et QE2 dont on a déjà parlé).

### **Hausse des taux et allocations d'actifs**

Dans la mesure où je ne crois pas à l'emballement d'un processus inflationniste majeur, c'est la hausse des taux qui est à mon sens l'élément le plus significatif dans l'ajustement des options patrimoniales, donc des stratégies d'allocation d'actifs.

La hausse des taux et la fin des politiques monétaires d'assouplissement quantitatif devraient contribuer à la résorption des bulles financières (partout) et immobilières (là où elles existent encore ou sont en formation, comme en France et au Canada<sup>15</sup>). Les marchés obligataires (et tous les produits collectifs qui contiennent des obligations valorisées à leur valeur de revente sur le marché secondaire) sont par nature fragilisés par une hausse des taux qui fait baisser les cours des obligations antérieurement émises. Les marchés actions devraient souffrir fortement de la fin des tombereaux de liquidités qui étaient mis à la disposition des spéculateurs par les politiques d'assouplissement quantitatif et pourraient sur-réagir à la baisse lors des retours en récession d'économies ne pouvant plus échapper à des politiques d'austérité (sauf à s'engouffrer dans des fuites en avant monétaires susceptibles de faire perdre le contrôle sur un front inflationniste pour le moment peu inquiétant, par fuite des agents devant la monnaie fiduciaire).

### **Première hypothèse, que je privilégie :**

Si j'ai raison sur mes anticipations d'inflation contenue et de perspectives de croissance faible voire de récession et de dégonflement des bulles, les variations d'allocations d'actifs doivent s'orienter vers la fuite de tout placement financier (pas d'actions<sup>16</sup>, pas d'obligations, gel ou réduction des positions en assurance-vie et produits similaires), renforcement des positions en cash pour pouvoir profiter des soldes ultérieurs sur les marchés financiers et les marchés immobiliers<sup>17</sup> encore en bulle. Une recommandation particulière sur les bons du Trésor américain : pas un dollar à y mettre. Dans cette logique, des biens immobiliers (à titre de placement<sup>18</sup>) peuvent être achetés là où une décote sérieuse a déjà été enregistrée et donc où

---

<sup>15</sup> Natixis, Flash Economie N° 263 du 8 avril 2011, Le marché résidentiel au Canada : une nouvelle bulle immobilière ? <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=57633>

<sup>16</sup> Sauf exception pour des entreprises spécifiques dont vous maîtrisez bien le potentiel, les produits et les marchés. Mais n'achetez pas l'indice : soyez micro, pas macro dans votre approche.

<sup>17</sup> Je rappelle qu'un pays n'est pas un marché immobilier mais une mosaïque de micro marchés évoluant différemment. Par exemple Paris (ça monte encore) n'est pas la France (ça baisse nettement dans certaines régions).

<sup>18</sup> Je ne traite pas ici de l'immobilier de jouissance, et en particulier de la résidence principale, pour lequel les décisions à prendre (achat, location) dépendent de trop de facteurs personnels (positionnement dans le cycle de vie et perspectives familiales et professionnelles) pour pouvoir faire l'objet de recommandations simples et de portée générale).

les rendements locatifs commencent à remonter. Stériliser dans un coffre des pièces ou lingots qui ne rapportent rien (alors que les taux sur le cash remontent) ne me semble pas judicieux, encore plus aux prix déjà atteints par l'or et l'argent.

**Deuxième hypothèse, que je crois peu probable :**

Si j'ai tort sur mes anticipations d'inflation (et donc si une forte vague inflationniste devait déferler), le cash ne doit être détenu que dans l'optique d'une gestion de trésorerie courante ou d'un projet précis et daté. A condition de ne pas avoir une aversion au risque trop forte, les actions ne doivent plus être exclues, en tant que représentant la valeur d'actifs réels d'entreprises dont par ailleurs les prix des produits augmentent. Les actifs financiers à revenu fixe sont à fuir plus que jamais (mais il existe des obligations indexées sur l'inflation, qui deviennent très désirables). L'achat de biens réels aujourd'hui moins chers que demain est incontournable. L'achat de métaux précieux (forme suprême de la désespérance économique, du « sauve qui peut » et de la résignation à l'inutilité sociale du placement<sup>19</sup>) peut apparaître comme un choix rationnel : dans ce cas n'acheter que du métal physique en possession directe, pas des bouts de papier supposés représenter du métal et derrière lesquels se profilent les prochains Madoff !

---

<sup>19</sup> Acheter un appartement pour le louer (ou des parts de société immobilière) a une utilité sociale : vous permettez à un ménage non susceptible d'acheter un appartement d'en trouver un en location. Mettre un lingot dans un coffre est d'une utilité sociale nulle. La société a besoin d'investisseurs, pas de thésauriseurs. Mais il est vrai que l'utilité sociale n'est pas forcément le souci premier d'un épargnant !

## 5. Le coin de l'intello : l'Union Européenne est-elle encore un espace pertinent ?

*Je reprends ici des éléments d'une conférence prononcée le 21 mars 2011 à l'Université Laval à Québec dans le cadre des « Ateliers Schuman », sous le titre « L'Union Européenne et son voisinage : dichotomie ou continuum ? ».*

A travers la problématique de la dette publique j'ai évoqué dans cette lettre l'évolution de l'Europe vers un fédéralisme de facto. Mais de quelle Europe s'agit-il ? Il faut s'interroger sur la pertinence, sur le caractère opératoire de la catégorie « Union Européenne ». L'UE délimite-t-elle un espace tel qu'il existe une différence radicale, une véritable dichotomie entre être à l'intérieur ou être à l'extérieur ? La thèse que je soutiens est que si cette dichotomie garde un sens d'un point de vue juridique et institutionnel (et ceci pourrait être discuté et remis en cause à la lumière de la montée en puissance d'institutions propres à la zone Euro, de plus en plus clivantes et orientant la construction européenne zone euro vers un fédéralisme *de facto*), elle n'a plus de sens d'un point de vue économique.

D'un point de vue juridique, il y a une différence radicale entre être à l'intérieur ou à l'extérieur : la participation aux institutions et la soumission à une autorité suprême, en l'occurrence la Cour de Justice Européenne. Par contre, en termes économiques, la régulation européenne, c'est-à-dire l'ensemble des règles et normes édictées par des institutions européennes,

- ne s'applique pas uniformément à l'intérieur de l'UE depuis la mise en place de la zone Euro
- concerne partiellement la zone de voisinage de l'UE, qui elle-même est en voie de différenciation entre une périphérie en partenariat avancé avec l'Europe (Turquie en Union Douanière et en pré-adhésion infructueuse ; Maroc en statut avancé et peut-être demain d'autres pays arabes au fur et à mesure des avancées démocratiques) et qui doit adhérer à l'essentiel de l'acquis communautaire<sup>20</sup> et le reste relevant de la politique de voisinage standard. (Pour approfondir la notion de « politique européenne de voisinage » cf. le site dédié de la commission européenne<sup>21</sup>)

C'est dire qu'aujourd'hui, d'un point de vue économique, la question n'est plus « être ou ne pas être » européen mais « être plus ou moins européen ». Dès lors la vision dichotomique (dedans ou dehors) s'efface au profit d'un continuum d'espaces plus ou moins concentriques qui partant d'un noyau avancé (la zone Euro) s'élargit à l'ensemble de l'UE, puis à l'Espace

---

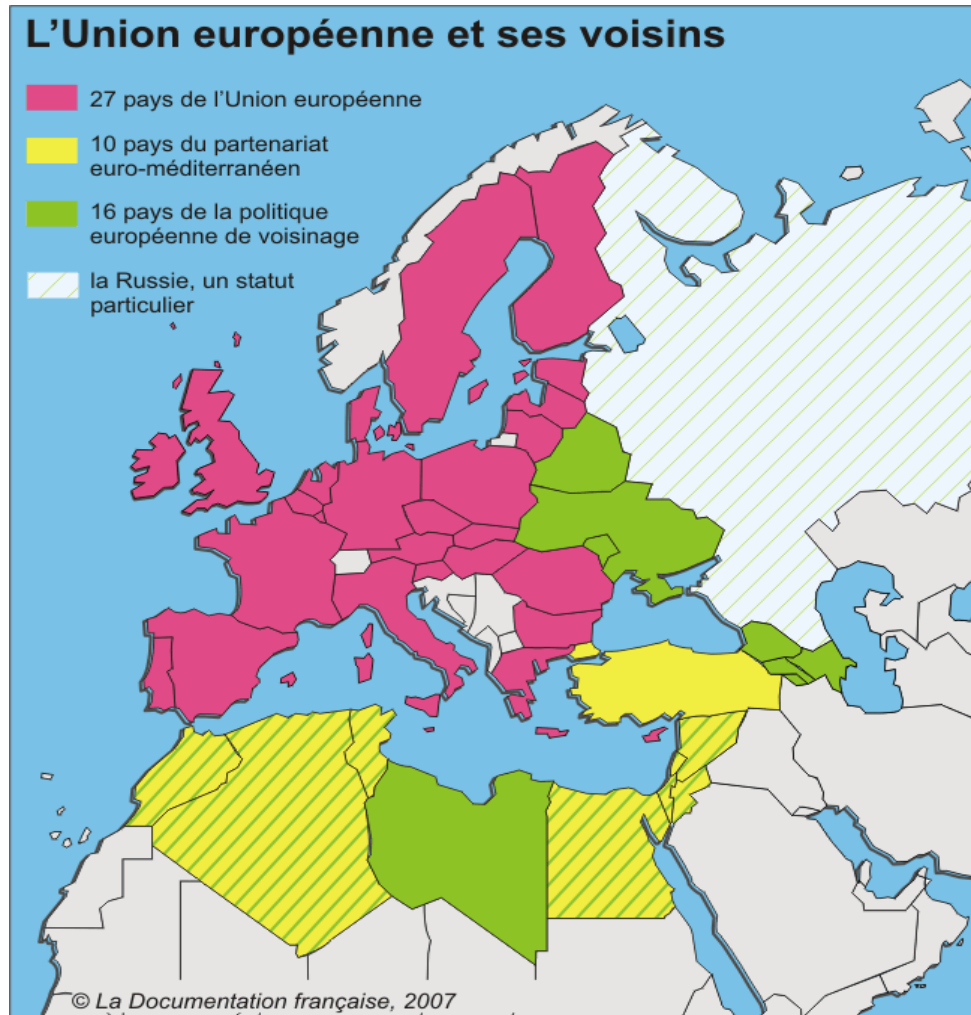
<sup>20</sup> « L'acquis communautaire comprend toute la législation et tous les traités européens, les déclarations et les résolutions, les accords internationaux conclus par l'Union et les arrêts de la Cour de justice. Il comprend également les actions entreprises par les gouvernements de l'Union dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, ainsi que dans celui de la politique étrangère et de sécurité commune. « Accepter l'acquis », signifie donc accepter l'Union européenne telle qu'elle existe à ce jour. Les pays candidats doivent accepter l'acquis avant d'adhérer à l'Union et transposer la législation communautaire dans le droit national »

[http://europa.eu/abc/eurojargon/index\\_fr.htm](http://europa.eu/abc/eurojargon/index_fr.htm)

<sup>21</sup> [http://ec.europa.eu/world/enp/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/world/enp/index_fr.htm)

Economique Européen (UE + Islande + Lichtenstein + Norvège + Suisse), puis au voisinage avancé<sup>22</sup>, puis au voisinage standard<sup>23</sup>.

**Carte : l'Union européenne et ses voisins du Partenariat euro-méditerranéen et de l'Est**



Source : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/politique-europeenne-voisinage/carte-europe-mediterranee.shtml>

Petit détour par les typologies du régionalisme. La plus ancienne et la plus connue est celle de Bela Balassa (1961) qui raisonne par niveaux d'intégration : zone de libre échange (plus de

<sup>22</sup> Cette catégorie n'existe pas dans le jargon européen, je la propose pour rendre compte de la situation de pays plus avancés dans leur relation à l'Union Européenne que les autres pays du voisinage. Pour le moment je range dans cette catégorie 2 pays : la Turquie en Union Douanière et en statut de préadhésion, le Maroc en libre-échange et statut avancé. Mais cette catégorie pourrait s'élargir dans la foulée des mouvements démocratiques arabes. En effet, les avancées démocratiques arabes devraient booster les relations euro-méditerranéennes tout comme la fin des dictatures grecques, espagnole et portugaise a entraîné l'adhésion de ces pays à la CEE.

<sup>23</sup> Outre le Maroc déjà cité, la politique européenne de voisinage concerne : Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Egypte, Géorgie, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Moldavie, Territoire palestinien occupé, Syrie, Tunisie, Ukraine.

droits de douane à l'intérieur), union douanière (un tarif extérieur commun vis-à-vis du reste du monde), marché commun (libre circulation des marchandises, services, travailleurs et capitaux), union économique (politiques économiques communes) ou union économique et monétaire (avec une monnaie commune ou unique). Petit problème : si cette typologie permet de bien coller à l'histoire de la construction européenne (commencée en union douanière en 1958, passée au Marché commun en 1993, puis union économique et monétaire pour la zone Euro) elle ne rend pas compte des différences pourtant lourdes entre des unions régionales considérées comme au même niveau d'intégration (le plus souvent le simple libre-échange au sens de Balassa). Exemple : dire qu'un accord de libre-échange de l'Europe avec la Tunisie est de même nature que l'ALENA est absurde lorsqu'on regarde les textes des accords, l'ALENA allant beaucoup plus loin dans l'organisation de la vie économique commune entre Canada, Etats-Unis et Mexique. Dès lors il faut recourir à d'autres classifications, de type binaire ou dichotomique pour rendre compte de l'immense diversité des plus de 300 accords préférentiels signés depuis 1947<sup>24</sup> mais aussi de situations d'intégration économique *de facto* :

- pour commencer il faut distinguer des intégrations *de jure* (fondées sur des accords, signés par des Etats, même s'ils peuvent rester des coquilles vides sans aucun impact économique) et des intégrations *de facto*, sans accords interétatiques, à l'initiative d'agents économiques privés (des firmes) qui organisent une division régionale du travail multipliant les échanges commerciaux au sein de la zone. C'est ainsi qu'en Asie de l'Est, mis à part l'ASEAN, aucun accord n'avait été signé avant 2000, et pourtant s'est mise en place une remarquable intégration régionale avec des flux commerciaux intrarégionaux tous azimuts avoisinant les 50% des échanges de chaque pays dans tous les sens, à l'import comme à l'export<sup>25</sup>.
- distinction entre intégration superficielle (simple démantèlement des obstacles commerciaux aux frontières) et intégration profonde (en plus du démantèlement à la frontière, mise en place de normes communes fondant un espace économique homogénéisé ; ex : règles traitant de l'investissement, de la concurrence, des marchés publics...). Si l'Europe est le modèle le plus abouti de l'intégration profonde, l'ALENA en est aussi un cas d'autant plus intéressant qu'il met en relation des pays à des niveaux de développement très différents.
- distinction entre intégrations avec abandons de souveraineté des pays participants (Union Européenne bien sûr ; union douanière au minimum, pour la gestion du tarif extérieur commun) et intégrations sans abandons de souveraineté (ALENA par exemple).

---

<sup>24</sup> Pour un bilan à jour 2005 cf.: Jo-Ann Crawford and Roberto Fiorentino, The changing landscape of regional trade agreements, WTO Discussion papers n°8, 2005

[http://www.wto.org/english/res\\_e/booksp\\_e/discussion\\_papers8\\_e.pdf](http://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/discussion_papers8_e.pdf)

<sup>25</sup> Regnault H., 2008, Multilatéralisme et accords préférentiels : la fin de l'exception asiatique, *Monde en Développement*, Vol 36-2008/4 n°144, p. 75-90.

Muni de ces outils typologiques il est possible de dresser le tableau ci-dessous des espaces de régulation européenne reflétant plus le continuum d'un subtil dégradé qu'une dichotomie tranchée (pour des raisons pratiques – nombre de colonnes du tableau et lisibilité afférente - je n'ai pas inclus l'Espace Economique Européen qui viendrait s'intercaler entre l'UE et le voisinage avancé, voire se confondre avec ce voisinage avancé).

## L'articulation des espaces de régulation européenne vue à travers les typologies du régionalisme

Zones Critères d'intégration	Zone euro <sup>26</sup>	Union Européenne <sup>27</sup>	Voisinage Avancé <sup>28</sup>	Voisinage Standard <sup>29</sup>
<i>De jure / de facto</i>	<i>Intégration de jure</i>	<i>Intégration de jure</i>	<i>Intégration de jure</i>	<i>Intégration de jure</i>
Souveraineté et institutions	Abandons de souveraineté et institutions	Abandons de souveraineté et institutions	Souveraineté « régulée » sans institutions	Souveraineté maintenue
Superficielle / Profonde	Intégration profonde	Intégration profonde	Intégration en voie d'approfondissement	Intégration superficielle
Niveau d'intégration (typo. Balassa)	Union Economique et Monétaire incomplète <sup>30</sup>	Union Economique partielle	Libre-échange ou union douanière (Turquie)	Libre-échange effectif ou prévu

<sup>26</sup> 17 pays au 1<sup>er</sup> janvier 2011 soit : 1999 Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal ; 2001 Grèce ; 2007 Slovénie ; 2008 Chypre, Malte ; 2009 Slovaquie ; 2011 Estonie

<sup>27</sup> 27 pays soit la zone euro + Bulgarie, Danemark, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Royaume Uni, Suède.

<sup>28</sup> Cf. Note 22

<sup>29</sup> Cf. Note 23

<sup>30</sup> L'union économique est incomplète au sens où de grands pans de la politique économique lui échappent, en particulier la politique fiscale et la politique sociale.



## **Annexe : retour sur le coin de l'intello... pas trop écolo !**

LA CRISE N°14 m'a valu quelques remontrances de divers amis un peu, beaucoup ou passionnément écolos, pour la partie « Pourquoi je ne pourrai jamais voter écolo ! ». Je cite un ami de plus de trente ans (il se reconnaîtra !) : « Bien qu'il y ait toujours des analyses très intéressantes dans ta lettre, à chaque fois qu'elle sait prendre de la hauteur, quel dommage d'y lire ce point de vue sur "ce qui te sépare de beaucoup d'écologistes". Dommage car le débat mérite mieux ! Se limiter à évoquer les points de vue les plus simplistes, ceux d'écologistes sectaires ou bien des thèses présentées comme obscurantistes, évite, à tous les coups, de discuter les autres points de vue des "autres" écologistes. L'analyse des problèmes économiques et écologiques actuels, la complexité même de ces enjeux, mérite de s'intéresser aussi à leurs arguments ».

Pour éviter tout malentendu, je précise mes positions.

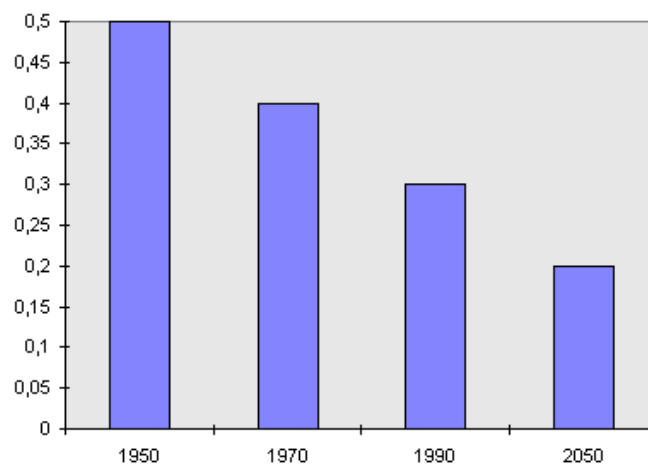
Sur la question énergétique, je peux faire un bout de chemin avec les écolos car je pense que le plus grand gisement d'énergie de la planète est celui de la non consommation, de la fin du gaspillage, donc de l'économie d'énergie. Par contre, même après Fukushima, je ne peux pas les suivre sur la question nucléaire quand ils prônent une sortie totale de la filière. L'heure n'en est pas venue, même si elle viendra un jour, quand la filière solaire sera totalement maîtrisée et fournira une énergie à faible coût, à moins que ce ne soit une filière hydrogène qui s'avère la voie la plus prometteuse. On se rejoindra aussi sans doute sur la nécessité absolue de réserver la filière nucléaire à des sociétés publiques non soumises aux préoccupations court termistes du capitalisme actionnarial. Dans le même ordre d'idée on exclura le recours à la sous traitance pour tout ce qui touche au cœur de métier.

Par contre, pour ce qui est de l'agriculture je suis en désaccord profond avec le refus a priori de la 3<sup>e</sup> Révolution agricole dont sont porteuses la plupart des expressions publiques des écologistes (je deviens prudent dans ma propre expression... au cas où on me ressortirait un écolo favorable à la révolution biotechnologique !). Je n'ai rien contre l'agriculture biologique en autoconsommation ou en circuit court de commercialisation, je trouve plutôt sympathique les AMAP (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne) même si je préfère composer moi-même mon panier de fruits et légumes que de me retrouver avec des blettes, des navets et de la rhubarbe dans un panier tout fait ! Mais je n'attends rien de ces agricultures pour résoudre l'énorme problème auquel nous sommes confrontés : nourrir 9 milliards d'habitants à l'horizon 2050 et si nous n'en sommes pas capables devoir laisser crever de faim passivement ou éliminer activement les plus faibles ou les indésirables. Ceux qui font la fine bouche sur les évolutions technologiques agricoles, qui détruisent les expériences scientifiques des chercheurs jusque dans des serres fermées, sont-ils conscients des défis alimentaires induits par la croissance démographique et la réduction des surfaces cultivables par l'urbanisation ? Ou bien sont-ils volontaires pour se charger activement d'une décroissance démographique sur la planète ?

La vérité, c'est qu'entre 1950 et 2050, la surface cultivable par habitant aura diminué de moitié (cf. le graphique ci-dessous). Dès lors, peut-on nourrir l'humanité en 2050 avec les mêmes technologies qu'en 1950 ? Bien évidemment non. Laissons donc les scientifiques réfléchir, expérimenter, développer de nouvelles technologies, en collaboration avec des agriculteurs ouverts à l'innovation, sans leur opposer des oukases obscurantistes selon lesquels les OGM seraient des monstres infernaux menaçant toute civilisation (alors qu'ils ne sont qu'une étape supplémentaire après les semences hybrides), le semis direct une hérésie agronomique après que l'humanité ait durement conquis le labour !

### LA DIMINUTION PRÉVISIBLE DES SURFACES CULTIVABLES PAR HABITANT<sup>31</sup>

(en hectare par habitant) Source : FAO



La lutte pour les terres cultivables est déjà lancée. A technologie constante, il est improbable qu'elle ne dégénère pas en guerres, massacres et autres épisodes douloureux. On apprécierait que les hommes politiques se montrent suffisamment lucides pour ne pas avaliser les discours irresponsables des pourfendeurs de la révolution biotechnologique. Technologie ou barbarie : il faut choisir. Nous en répondrons devant l'Histoire.

Prochain numéro de LA CRISE (N°16) en juillet ou septembre, suivant l'inspiration du moment, elle-même pas indépendante des événements de la période.

Henri REGNAULT  
Anglet, le 25 avril 2011  
henri.regnault@univ-pau.fr

<sup>31</sup> <http://www.senat.fr/rap/r97-440/r97-4400.html>, N° 440 , SÉNAT, SESSION ORDINAIRE DE 1997-1998, Annexe au procès-verbal de la séance du 20 mai 1998 RAPPORT D'INFORMATION FAIT au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan (1) sur les organismes génétiquement modifiés, Par M. Jean BIZET, Sénateur.